



Les Entretiens Européens  
&Eurafricains

Plateforme UE/Afrique(s)

## Compte-rendu - Réunion du 22 mai 2015 à Paris

### La valorisation des projets en Afrique de l'Ouest et les conditions de leur réalisation

Avec :

- **Abou Bacry LY**, membre de la direction du **CIAN**, président de la filiale mauritanienne de **la Compagnie Fruitière**
- **Amadou Hama MAÏGA**, directeur général de **2iE**, Institut de formation d'ingénieurs/entrepreneurs à Ouagadougou (Burkina Faso)
- **Peter OWUSA MANU**, conseiller économique à l'**Ambassade du Ghana** en France
- **Nicolas SUREAU**, directeur adjoint du Développement international, **EIFPAGE TP**

Animation des débats : **Claude Fischer-Herzog**, directrice d'**ASCPE-Les Entretiens Européens et Eurafricains**, présidente d'honneur de Confrontations Europe.

**Claude Fischer-Herzog** remercie l'ensemble des participants, et particulièrement **Amadou Hama Maïga**, venu tout exprès de Ouagadougou pour nous présenter **2iE**, un institut d'enseignement en ingénierie, dont il est le directeur. C'est là qu'ASCPE organisera en partenariat avec 2iE, les **Entretiens Eurafricains**. L'institut forme des ingénieurs spécialisés dans les domaines de l'Eau et l'Assainissement, l'Energie et l'Electricité, l'Environnement et le Développement durable, le Génie Civil et les Mines, le Management et l'Entrepreneuriat. Les enjeux d'éducation et de formation sont évidemment au cœur des besoins de l'Afrique, et dans les projets qu'il est nécessaire de construire, l'investissement dans le capital humain est un enjeu majeur.

Elle donne ensuite la parole à **Abou Bacry Ly**, expert auprès du CIAN (Conseil des Investisseurs Français en Afrique), mais aussi président de la filiale Mauritanienne de la Compagnie Fruitière, le 1<sup>er</sup> producteur de fruits de la zone ACP (Afrique Caraïbes Pacifique).

**Abou Bacry Ly** rappelle que le CIAN est une organisation patronale privée qui regroupe 130 entreprises françaises, toutes installées en Afrique depuis plusieurs décennies. Ces 130 entreprises mères se composent au total d'un millier d'entreprises réparties dans toute l'Afrique, qui emploient plus de 90 000 salariés locaux, avec un chiffre d'affaires de 43 milliards €, soit 75% des activités économiques de la France en Afrique. Ces entreprises sont donc incontournables pour la croissance en Afrique quand il s'agit de nouer des partenariats entre le public et le privé, car la plupart des pays africains sont dans une recherche de promotion de ce partenariat PPP, et le bon sens veut qu'avant de s'adresser à l'extérieur, on se tourne d'abord vers les entreprises présentes sur le continent africain. Ces entreprises possèdent une expérience locale et elles peuvent apporter une contribution non négligeable, car la connaissance des besoins et l'accès aux bases factuelles sont deux éléments essentiels ; en effet, il existe une rupture entre les visions stratégiques des pouvoirs publics, qui sont généralement des visions claires, capables de mesurer les enjeux et les défis, et la mise en pratique de ces politiques pour conduire ces partenariats. Il y a là deux logiques différentes qui se regardent : d'un côté les politiques africaines de développement, et de l'autre des projets de développement portés par ces entreprises, qui s'inscrivent certes dans des perspectives

privées mais qui sont désormais de plus en plus engagées dans la durabilité et dans la responsabilité sociale et environnementale.

Au sein du CIAN, l'ensemble des activités s'articule autour de deux axes fondateurs : la RSE (*Responsabilité sociale de l'entreprise*), et le développement du capital humain à travers la formation des salariés, en y apportant la vision de l'entreprise ; car on peut constater une adéquation importante entre les formations dispensées en Afrique et les besoins réels des entreprises. Pour Abou Bacry Ly, un meilleur dialogue pourrait assurément augmenter la qualité des formations et l'employabilité des Africains, car encore trop souvent, les 130 entreprises regroupées au sein du CIAN sont obligées d'avoir recours à des expatriés par manque de salariés locaux, alors que ceux-ci pourraient aisément être formés sur place. D'une façon générale, le CIAN travaille sur les bonnes pratiques, et il possède une commission anti-corruption.

Concernant les aspects liés à l'environnement et à la sécurisation, il y a également un décalage entre les politiques publiques qui offrent des possibilités d'investissement très incitatives et une compétitivité intéressante, mais en pratique lorsque l'on est sur le terrain, on est confronté à des cultures d'entreprise qui constituent un véritable frein aux investissements et au développement.

Si les aides au développement gardent leur importance, il n'est pas nécessaire d'en augmenter leurs montants mais plutôt de repenser leur orientation. Les partenaires techniques et financiers interviennent énormément pour inciter le secteur privé dans les projets d'investissement, mais ces ressources bénéficient en premier lieu aux Etats. Ceux-ci possèdent la capacité de gérer de l'aide publique au développement, mais ils ne sont pas armés pour gérer ces flux d'argent destinés aux investissements privés.

Par ailleurs, les projets de développement sont confrontés à différents problèmes selon le secteur dans lequel ils s'inscrivent ; il y a aujourd'hui des secteurs qui apparaissent de plus en plus comme des secteurs clés pour la croissance et le développement, dans un processus d'industrialisation de l'Afrique : l'agriculture, les mines et l'énergie représentent des secteurs où il est nécessaire que les filières puissent créer une marge de valeur ajoutée intéressante ; cela implique d'accéder au savoir-faire, aux technologies et à l'innovation adéquate. Les moyens de communication, comme le secteur du numérique, offrent beaucoup de potentiels, et il s'agira de les adapter aux réalités et aux besoins spécifiques de l'Afrique. Le e-learning favorise aujourd'hui l'éducation et la formation à distance, et c'est un raccourci technologique capable de booster les projets d'investissement en Afrique. Le capital humain, à travers le renforcement des capacités entrepreneuriales, doit également être pris en considération ; car si culturellement l'économie informelle est très développée en Afrique, l'esprit d'entreprise doit être repensé, et une nouvelle génération d'entrepreneurs aura besoin de soutien pour voir le jour ; la diaspora peut être l'un des moyens pour y parvenir, comme c'est le cas au Ghana où de nombreuses personnes, formées à la City de Londres, sont rentrées au pays pour s'impliquer dans l'économie et aider au développement des entreprises.

Ces dernières années, un enseignement majeur a été tiré des expériences de projets de développement : celui des phases de financement en amont des projets. Car tout projet nécessite au départ un murissement entre le passage de l'idée à la réalisation du concept. Et cette conceptualisation devra avoir analysé les besoins du marché et le positionnement de la concurrence pour pouvoir répondre aux réalités. Mais ces phases d'études techniques préalables ne sont aujourd'hui ni prises en charge par les partenaires privés financiers, ni par les gouvernements eux-mêmes. L'entrepreneur doit donc réaliser lui-même l'ensemble des études préalables à son projet pour obtenir l'attention des financeurs, sans qu'il ne soit pour autant assuré d'être soutenu au final.

**Claude Fischer** : l'enjeu est de rapprocher le secteur public du privé, et comme le rappelait ici un représentant de l'AFD dernièrement, il s'agit là d'une question culturelle car les fonds publics ne font pas

levier de fonds privés, même si Proparco<sup>1</sup> commence depuis quelques années à consacrer ses financements au secteur privé. Elle s'interroge aussi sur la priorisation des projets, et sur le fait de savoir qui en décide.

Elle donne ensuite la parole à **Nicolas SUREAU**, directeur adjoint du Développement international, **EIFFAGE TP**, qui remercie Abou Bacry Ly pour sa présentation qui a souligné exactement les problèmes qu'Eiffage rencontre au quotidien en Afrique, et en particulier le fossé qui existe entre la volonté de monter un projet et la maturité du cadre législatif. De plus, la nécessité d'un transfert de technologie est très importante mais elle n'est pas toujours prise en compte dans une approche globale. Enfin, le capital humain local reste à valoriser en termes de formation pour devenir qualifié.

Nicolas Sureau présente l'ensemble des activités du groupe Eiffage ([voir : slides](#)), et précise que le groupe est présent en Afrique de l'Ouest, au Sénégal, au Mali, en Côte d'Ivoire, au Togo, au Burkina, au Libéria et au Congo, soit avec des projets de construction seuls (maîtrise d'œuvre et consultant extérieur), soit avec des projets de conception-construction, soit des projets initiés par un partenariat PPP. De fait, Eiffage travaille avec des investissements privés mais aussi avec des bailleurs multilatéraux.

En Afrique de l'Ouest, le groupe Eiffage cherche à se positionner en analysant l'ensemble des investissements qui y sont réalisés, notamment les très nombreux fonds asiatiques véritablement basés sur des financements de projets, mais aussi les bailleurs bilatéraux et multilatéraux qui représentent des aides dédiées, avec un certain nombre d'avantages comme leur compétitivité, mais aussi des solutions aux problématiques de chaque entreprise; l'une des difficultés, c'est aussi pour une entreprise d'être jugée à sa juste valeur, tout en prenant en compte la nécessité de former le personnel local, ainsi que le transfert technologique.

Nicolas Sureau détaille ensuite les zones d'Afrique de l'Ouest et les métiers pris en compte par les analystes d'Eiffage TP ([voir slides p.11 & 12](#)) pour que la société puisse déterminer le type de marchés à intégrer. Pour exemple, entre 2010 et 2012, l'ensemble des investissements a proportionnellement augmenté en Afrique de l'Ouest par rapport au reste du continent, et les métiers du transport, de l'énergie et de l'eau sont en forte croissance (notamment en termes d'accessibilité). On enregistre également une forte mutation des projets : les projets de type conception-construction tendent à diminuer au profit des projets clé en main, avec une intégration des responsabilités et des garanties de performance. Pour la pérennité de ses activités, Eiffage TP considère les projets à court, moyen et à long termes, mais il est aussi primordial pour la société d'avoir une implantation locale en Afrique. Le délai imparti entre la conception d'un projet et sa mise en route étant souvent très long en Afrique, il est nécessaire pour toute société d'être capable de supporter ce délai de développement. De ce fait, Eiffage s'impose de créer des compétences locales en formant le personnel, que ce soit dans le domaine administratif ou dans le domaine technique, et ce pour tous types d'activités. La mise à disposition d'équipement fiable sur le terrain est également assurée par Eiffage pour pouvoir assurer la qualité et les cadences nécessaires au projet. Afin de favoriser ses partenariats locaux en Afrique, Eiffage TP travaille en co-traitance ou en sous-traitance avec les sociétés de la place sur la quasi-totalité de ses projets, et elle recherche également à développer ses réseaux de fournisseurs, que ce soit de type agrégats en participant au développement des carrières, ou comme avec l'achat de la plupart des canalisations PVC auprès d'un fournisseur ivoirien.

Nicolas Sureau cite enfin l'exemple d'un projet réalisé en PPP avec le gouvernement sénégalais, avec la construction de la première autoroute à péage d'Afrique, reliant la ville de Dakar à Diamniadio ([voir slide p.15 +](#)) qui a été entièrement conçu et réalisé par Eiffage TP pour un coût global partagé de 140 Milliards de FCFA, et pour lequel le groupe est en charge de la maintenance pour trente ans. Au-delà de permettre un désengorgement important du trafic routier autour de la capital, cet ouvrage a permis la création de huit cent emplois locaux pendant sa phase de construction, et deux cent quarante embauches depuis sa

---

<sup>1</sup> Filiale de l'AFD pour la Promotion et Participation pour la Coopération économique, Proparco est née il y a trente ans de la conviction que le secteur privé est le principal moteur de la croissance des économies du Sud. En 2013, elle a octroyé 850 M€, soit 15 % de plus qu'en 2012, à travers 63 projets dans près de 70 pays.

phase d'exploitation. D'une façon générale en Afrique de l'Ouest, il est nécessaire de pouvoir adapter le cadre législatif pour améliorer les partenariats PPP, afin de placer l'ensemble des acteurs du projet au centre des discussions.

**Philippe Hugon** souhaite savoir quels sont les principaux concurrents d'Eiffage TP en Afrique de l'Ouest. Puis, il se demande si l'engagement en faveur d'un transfert de technologie et d'une valorisation du capital humain est un argument important dans la négociation d'un partenariat de type PPP, et si le partenariat PPP possède des avantages par rapport au modèle d'une entreprise publique d'origine asiatique.

**Claude Fischer** s'interroge sur la réalité des partenariats public-privé en dehors de l'autoroute de Dakar, et sur le problème du détournement des fonds publics et de la corruption.

**Nicolas Sureau** : en Afrique de l'Ouest, Eiffage TP doit faire face à une forte concurrence d'origine française, européenne et mondiale ; elle peut être d'origine asiatique, mais aussi brésilienne, argentine et colombienne. Le modèle du partenariat PPP a l'avantage d'inciter les entreprises européennes à se positionner sur un certain nombre de sujets ; pour exemple, Eiffage TP a pu répondre dernièrement à un appel d'offre de type PPP concernant un projet hydraulique au Rwanda et ce, face à trois entreprises asiatiques, mais Eiffage a été le seul groupe à pouvoir monter le financement adéquat du projet ; car au-delà des aspects socio-culturels et à la capacité à former les futurs salariés, il existe une problématique d'engagement et de garantie sur le long terme. Si le partenariat PPP peut être un avantage pour les sociétés européennes, ce n'est pas le cas dans tous les pays d'Afrique. L'exemple du partenariat PPP qui a permis la réalisation de l'autoroute de Dakar est repris dans un certain nombre de pays africains, même s'il s'agit encore souvent de partenariats PPP partiels, car il sera nécessaire de faire évoluer l'ensemble des cadres législatifs africains.

**Abou Backy Ly** : la corruption est un problème général quel que soit le secteur d'activité, et tout investisseur se doit d'intégrer cet état de fait dans le coût global d'un projet. Il rappelle qu'au sein du CIAN, une charte anti-corruption se voulant dissuasive est présentée en amont de tout projet.

Pour lui, les conditions d'éligibilité des projets sont un autre problème tout aussi important : ainsi, dans le secteur agricole, les projets se situant en dessous de cinq millions € ne sont pas finançables, mais ils sont trop importants pour avoir recours à la microfinance, et tout cela devient un frein au développement. Pour lui, les réponses à ces freins doivent venir de la professionnalisation de ces filières, ainsi que du renforcement des capacités des jeunes entrepreneurs, car ce sont eux qui ont le plus besoin d'appuis et d'aides pour obtenir des financements.

A ce titre, le CIAN cherche à promouvoir des schémas innovants de partenariats PPP pour le secteur agricole ; ceux-ci doivent prendre en compte la spécificité du secteur, encore familial, avec un développement agricole de type industriel, par une mutualisation des moyens, avec une obligation pour l'industriel, qui développerait par exemple des stations de conditionnement et de transformation, et qui assurerait des services de logistique et de distribution, de faire bénéficier de ses infrastructures toute la filière. Ce schéma pourrait alors assurer le petit producteur d'intégrer l'ensemble de la chaîne de valeurs nécessaire à la survie et au développement de son entreprise, depuis l'exploitation, en passant par la transformation de ses produits, jusqu'à leur distribution finale sur le marché.

Autre exemple, la Compagnie Fruitière au Sénégal prend en charge certains investissements tels que la logistique et le transport, les stations de conditionnement, et les terminaux fruitiers dans une perspective d'optimisation de ses infrastructures au profit de toute la filière fruitière.

Claude Fischer donne ensuite la parole à Peter Owusa Manu, conseiller économique à l'Ambassade du Ghana à Paris, qui lui a expliqué que son pays avait su tirer parti de la crise en Côte d'Ivoire, en attirant une soixantaine d'entreprises françaises pour des projets de développement.

**Peter Owusa Manu** remercie ASCPE et tous les représentants des entreprises présents aujourd'hui; il se dit honoré de pouvoir faire la promotion des atouts de son pays (voir [présentation en vidéo](#)) : le Ghana se situe en Afrique de l'Ouest, bordé à l'Est par le Togo, à l'Ouest par la Côte d'Ivoire, et au Nord par le Burkina Faso. Pour Peter, le Ghana se trouve au centre du monde car son pays est traversé par la longitude 0, et il se situe à la limite de l'Equateur ; de fait, il espère que cette position géographique stratégique permettra aux investisseurs étrangers de venir réaliser leurs projets. Le Ghana est une ancienne colonie britannique qui a obtenu son indépendance le 6 mars 1957 (voir [vidéo Agrandissement de l'aéroport](#)) et a une population de vingt-six millions d'habitants. La majorité des Ghanéens sont chrétiens, et 20% d'entre eux sont musulmans. Le pays possède un système politique démocratique et multipartisme, avec un président de la République, John Dramani Mahama, et une assemblée nationale.

Peter Owusa Manu présente ensuite les secteurs clés de l'économie du Ghana : avec son climat tropical, l'économie du pays est principalement basée sur l'agriculture, avec un taux d'agriculteurs de 65%. Les produits d'exportation sont essentiellement le café et le cacao (2<sup>e</sup> exportateur de cacao au monde derrière la Côte d'Ivoire), mais aussi le bois et le poisson. L'industrie agro-alimentaire ghanéenne est donc importante mais l'ensemble de la chaîne de production et de transformation doit continuer à se développer. L'exploitation du pétrole et du gaz est un autre secteur économique important du Ghana (découverte de pétrole en 2007), avec des réserves de pétrole estimées entre 5 et 7 milliards de barils, et des réserves en gaz également conséquentes. Le secteur minier est aussi un secteur important (le pays est le 2<sup>e</sup> plus grand producteur aurifère d'Afrique et le 8<sup>e</sup> au monde). Mais le secteur de la construction immobilière possède encore un énorme déficit que le pays ne parvient pas à combler, en particulier au niveau des capitales régionales; les investisseurs sont donc invités à venir développer leurs projets dans ce domaine. D'une façon générale, le pays a besoin d'entrepreneurs privés pour développer ses infrastructures, telles que ses routes, ses hôpitaux, et ses industries, dans un partenariat de type PPP avec l'Etat ghanéen qui se présente sous deux formes : l'une dans laquelle l'entrepreneur construit et exploite un ouvrage pendant une période donnée avant de transférer sa gestion à l'Etat, l'autre dans laquelle l'entrepreneur construit et exploite un ouvrage en partenariat avec l'Etat. Concernant le secteur de l'énergie, le Ghana subit actuellement un important problème d'instabilité électrique ; et si le pays a depuis longtemps misé sur le secteur de l'hydroélectrique, les problèmes récents proviennent d'une importante diminution des quantités d'eau. Les énergies alternatives que sont le solaire et l'éolien offrent aussi un potentiel important et elles auront besoin d'être développées.

Le secteur du tourisme représente aussi une part importante de l'économie du Ghana, et de nombreux lieux historiques témoignent de cette richesse, telle que la Gold Coast qui a su préserver de nombreux châteaux forts datant de l'époque coloniale.

Peter Owusa Manu tient à souligner que le Ghana est un pays stable, sans conflits armés, et qu'il possède une démocratie solide ; de fait, tout parti d'opposition a droit de cité. Des conflits religieux et inter ethniques existent mais ils restent très limités. Le système judiciaire ghanéen est efficace, et il est parfaitement adapté pour la protection des investissements étrangers en particulier.

**Claude Fischer** remarque que le Ghana est fort bien représenté par les membres de son ambassade en France. Si le Ghana peut sembler être un pays de petite taille avec ses 26 millions d'habitants, il est néanmoins l'une des locomotives économiques de l'Afrique de l'Ouest, à l'image de la Côte d'Ivoire. Claude Fischer donne ensuite la parole à Amadou Hama MAÏGA afin qu'il présente l'institut 2iE ainsi que les enjeux d'éducation et de formation en Afrique.

**Amadou Hama Maïga** se demande si l'aide au développement ne devrait pas prendre une part plus active en faveur du financement de la formation scientifique et technique en Afrique. Une question qui sera à l'ordre du jour **des Entretiens Eurafricains de Ouagadougou** (voir [le programme](#)).

Si l'Afrique représente environ 15% de la population mondiale, elle ne représente que 4% du produit intérieur brut mondial. De plus, elle fait face à une croissance démographique élevée par rapport à sa

croissance économique, et à ce rythme, plusieurs décennies seront nécessaires pour réduire cet écart. Du côté des formations, la part dédiée aux sciences, à la technique et à l'ingénierie est encore beaucoup trop faible pour pallier les besoins en développement du continent. D'une façon générale, les formations dispensées sur le continent africain sont trop souvent inadaptées aux besoins réels des entreprises, et les jeunes diplômés peinent à trouver un emploi ; cette situation est encore plus grave en Afrique francophone. Si de nombreux étudiants africains ont bénéficié de formations de qualité à l'étranger avec l'aide de bourses publiques, trop peu d'entre-deux rentrent au pays après avoir obtenu leur diplôme. Les entreprises africaines manquent de compétitivité faute de cadres techniques formés, et c'est là l'un des facteurs limitant pour la planification et la mise en œuvre de projets innovants. L'un des enjeux majeurs en Afrique sera de parvenir à développer l'industrie pour permettre la transformation des matières premières et pouvoir bénéficier pleinement des retombées. En Afrique de l'Ouest, plus de 70% des budgets pour l'enseignement sont alloués aux universités supérieures destinées aux secteurs administratifs et sociaux ; il devient nécessaire de reconsidérer l'orientation de ces budgets pour permettre de développer les écoles techniques professionnelles, les laboratoires, et d'embaucher les enseignants-chercheurs dont le continent a désormais besoin pour se développer, et pouvoir répondre aux besoins réels des entreprises. Les investissements nécessaires pour créer ces écoles techniques sont très importants au regard des équipements et les coûts de fonctionnement qu'ils induisent. Mais, si en France, comme dans les pays francophones, l'enseignement supérieur technique bénéficie de financements publics, en Afrique de l'Ouest, les coûts dépassent souvent la capacité financière des Etats, et le secteur privé, qui se compose essentiellement de PME et de PMI, n'a pas les ressources pour investir. Il est à noter que si les multinationales présentent sur le continent investissent dans la formation technique, elles ne le font uniquement que pour leurs propres besoins.

Face à ces problématiques, Amadou Hama Maïga annonce quelques pistes de réflexion, et propose qu'une partie des bénéfices tirés de la transformation des ressources naturelles en Afrique soit affectée à la formation de techniciens et d'ingénieurs africains, comme le Tchad a su le faire en profitant des bénéfices qu'il dégage du pétrole pour envoyer de nombreux étudiants se former dans des filières techniques hors d'Afrique. Revenant sur la question de l'aide au développement, Amadou Hama Maïga se demande s'il serait possible de créer des programmes bilatéraux et multilatéraux d'aide à la formation technique, en analogie aux programmes de co-développement.

De plus, à travers les relations économiques entre l'Europe et l'Afrique de l'Ouest, il est important que la France en particulier continue à soutenir l'émergence des centres d'excellence régionaux africains afin de ne pas finir par se faire distancer, car actuellement la Banque mondiale met en œuvre ses propres centres d'excellence en Afrique constitués de projets très pertinents. Ces centres d'excellence constituent également des pistes de solutions pour le développement des filières d'enseignement technique en Afrique, et il est nécessaire qu'ils puissent fonctionner avec une autonomie financière pour être efficace et crédible aux yeux du plus grand nombre, pour parvenir à attirer de la ressource humaine et des enseignants de qualité ; la diaspora représente une partie du potentiel qui peut permettre ce fonctionnement.

2iE a été créée en 1970. A l'époque, les missions de l'institut étaient de former des fonctionnaires pour l'ensemble des Etats de la sous-région qui contribuaient également au financement de l'école. Cela a répondu aux besoins de l'administration jusqu'en 1990, puis les formations sont apparues de moins en moins adaptées, avec un service public qui a commencé à ne plus pouvoir absorber cette masse d'étudiants, et une inadéquation de ces formations avec les exigences du secteur privé émergent. Une refonte de l'institution 2iE a été opérée ; financé à sa création par la France et l'ensemble des Etats de l'UEMOA avec des subventions, l'institut s'autofinance désormais et il est devenu un véritable PPP, pour former de futurs techniciens supérieurs et ingénieurs ayant des compétences reconnues à l'internationale, avec un accent particulier sur la recherche et le développement. A ce titre, 2iE s'est ouvert à l'ensemble de la CEDEAO, y compris les pays anglophones, et dispense ses formations en anglais. (Voir : **les slides** de la présentation générale de 2iE).



Lors de cette dernière réforme, un plan d'orientation stratégique a été défini avec un objectif global, des objectifs spécifiques, et des résultats à atteindre mesurés chaque an et soumis au conseil d'administration. En 2010, les résultats de ce 1er plan ont permis de renforcer les capacités de l'institution, avec une réforme des formations, la mise aux normes d'infrastructures et des équipements, le développement des compétences nécessaires dans le domaine des TIC, et de laboratoires de recherche, et la création d'une école doctorale tournée vers l'international, et un programme de recours à la diaspora africaine. De nombreux intervenants de 2iE, permanents ou ponctuels, qui ont effectué leurs études en France, aux USA ou au Canada, ont pu intégrer les fonctions d'enseignants-chercheur ou de directeur de laboratoire de recherche. Un modèle économique et financier a été mis en place pour piloter l'ensemble des actions au sein de 2iE et il est également suivi chaque année.

Un second plan d'orientation stratégique a été redéfini pour la période 2012-2015, sur les bases du 1<sup>er</sup> et avec des indicateurs de résultats réajustés. Si les résultats sont prometteurs, c'est aussi grâce à l'appui des partenaires techniques et financiers (Banque mondiale, BAD...) et à la confiance qu'ils ont accordée à l'institut. A ce titre, si l'AFD (Agence Française de Développement) ne subventionne plus 2iE depuis 2007, elle lui a accordé un prêt de cinq millions d'Euros, et elle continue à accompagner l'institut dans sa réforme académique et pédagogique.

## DISCUSSION

**Pierre Girard**, de FARM (*Fondation pour l'Agriculture et la Ruralité dans le Monde* - think tank basé à Paris), rappelle que la Fondation contribue au développement du secteur agricole en Afrique de l'Ouest depuis sept ans, avec un rôle important des coopératives; ces acteurs émergent depuis vingt à trente ans dans le secteur agricole mais aussi dans l'agroalimentaire, et leurs organisations ont besoin de financement. Elles constituent des maillons importants au sein des filières, en aval des entreprises de la production qui savent transformer et apportent une valeur ajoutée aux produits, et de la distribution. Les coopératives ont un contact privilégié avec les agriculteurs et organisent la collecte, et jouent un rôle intéressant pour conserver un tissu d'exploitations familiales. Pour lever les financements nécessaires, FARM participe à développer des fonds de garantie, en lien avec des institutions bancaires, non pas avec de grandes banques commerciales mais auprès d'acteurs de la méso finance capables de répondre à ce type de financement. Pour exemple, ces coopératives ont pu commercialiser cinq mille tonnes de produits agricoles pour un chiffre d'affaires d'un million d'Euros ; une affaire viable, lisible par les institutions financières, même si les coopératives ont encore du mal à se faire financer avantageusement, avec des taux d'intérêt à 9%. Le capital humain est aussi important pour qu'elles puissent évoluer ; la formation à l'entrepreneuriat et à la gestion est indispensable pour les exploitants agricoles et les employés, aussi bien que pour les élus.

**Moustapha Diané**, retraité de la métallurgie, rend hommage au Ghana pour sa démocratie et son développement exemplaire, car celui-ci a su s'entourer de dirigeants patriotes qui ont œuvré par amour pour le bien de leur pays, et cela reste un cas unique dans l'ensemble de la sous-région. Sur les dix pays les plus avancés en Afrique, sept sont des pays anglophones, et seuls les trois pays du Maghreb se démarquent côté francophone; malheureusement en Afrique de l'Ouest francophone, les pays se sont toujours basés sur le système français, et celui-ci ne leur a jamais donné de réelles possibilités d'évoluer. Si la Côte d'Ivoire a longtemps été une puissance économique importante, les années de troubles qu'elle a connues entre 2002 et 2012 l'ont affectée tout autant que la sous-région voisine. Le Ghana est le 2<sup>e</sup> producteur d'or en Afrique de l'Ouest, mais ce n'est pas uniquement grâce à cela qu'il a su se développer économiquement, mais c'est par la volonté politique et les moyens donnés à sa jeunesse pour se former efficacement en réponse aux attentes du pays.

**Céline Gala**, présidente de l'**association Em-Bê-Lô** basée à Paris (*œuvrant pour le développement de la région de Vavoua – Centre-ouest de la Côte d'Ivoire*) : en France, lorsqu'une région possède une industrie,

on dit que la région est industrialisée ; mais alors que Vavoua possède une industrie de bois, la région reste dans la souffrance : avec 300 mille habitants pour 6000 mille Km<sup>2</sup>, elle ne possède qu'un seul hôpital-maternité qui date de 1961, et n'a bénéficié d'aucun entretien important pour répondre aux besoins de santé des populations, ni des investissements essentiels au bon fonctionnement de sa maternité. Ces nombreuses difficultés concourent à un taux de mortalité infantile et en couche très élevé ([Voir le site](#) de son association).

**Olivier Bousige**, ancien directeur adjoint du Technopole de l'institut 2iE, il est Consultant "métiers de l'eau" chez Accele, interroge Amadou Maïga sur le projet d'excellence initié par la Banque mondiale et son apport à 2iE dans les domaines de la formation et de la recherche ?

Puis, s'adressant à Peter Owusa Manu, il aimerait savoir le Ghana fait face à des demandes élevées en énergie pour répondre aux besoins des infrastructures d'approvisionnement en eau potable et au traitement des eaux usées.

**Olga Ouédraogo**, consultante et formatrice en management interculturel, s'interroge sur l'impact du e-learning dans la formation en Afrique pour relever les défis, tel que l'accroissement des compétences du capital humain. Concernant la formation en ligne intitulée « Taxi brousse » initiée par 2iE en 2013, elle aimerait connaître la portée de ce dispositif. Par ailleurs, si elle avoue avoir été séduite par le Ghana il y a vingt ans en découvrant des systèmes solaires équipant de nombreux villages, elle s'étonne aujourd'hui de la fracture énergétique dans ce pays qui subit de très nombreuses coupures électriques, malgré un potentiel extraordinaire, et elle s'interroge sur les origines de ces manques.

**Hamadou Hama Maïga :**

-Pour que la diaspora ait envie de participer activement au développement du continent africain, il est primordial de créer les conditions attractives qui permettent son retour.

-Le projet d'excellence de la Banque mondiale est effectivement un support important pour 2iE dans le financement des formations et de la recherche.

-Si la formation à distance initiée il y a deux ans par 2iE commence à remporter un franc succès, il est encore trop tôt pour pouvoir en mesurer son impact réel.

Pour **Abou Bacry Iy**, il existe deux secteurs clés qui pourraient avoir de nombreuses retombées significatives : le secteur du numérique, porteur d'une nouvelle économie et qui offre un potentiel d'innovation considérable au continent dans son usage et ses applications, à condition que ses adaptations répondent aux besoins des réalités africaines. Et le secteur de l'agriculture. Celui-ci rencontre deux problèmes majeurs : les partenariats PPP -qui font leurs preuves dans les secteurs des infrastructures, de l'urbanisation, de l'eau ou de l'énergie- peuvent aussi financer des projets agro-industriels, mais ils ne sont encore adaptés aux financements de l'agriculture familiale africaine. A ce titre, les coopératives paysannes qui se créent pourraient offrir une perspective de financement PPP car elles semblent prendre en compte les besoins spécifiques des populations. Pour se faire, le monde paysan aura besoin d'une plateforme d'écoute et d'échange qui représente enfin leurs droits fonciers face aux fonctionnaires, aux entreprises et aux élus locaux.

**Nicolas Sureau**, d'Eiffage TP : si les PPP offrent du potentiel, il sera effectivement nécessaire de les adapter à chaque pays africain, mais sans financement il sera très difficile de les faire aboutir. Revenant sur l'implication d'Eiffage pour la formation, il confirme que l'entreprise s'applique à former les Africains et de leur faire profiter des expériences européennes avec l'objectif de réaliser leurs propres projets en Afrique. Eiffage a formé deux-cent quarante salariés africains pour exploiter l'autoroute de Dakar, comprenant 40% de femmes pour la partie administrative, et 30% de femmes pour l'exploitation et la maintenance même de l'autoroute.



**Un intervenant** souligne le fait que si de nombreux jeunes ingénieurs africains ont su créer leur propre entreprise partout sur le continent, une part importante d'entre-deux se voient obligés de fermer leur société au bout de deux ou trois ans, car le paiement des réalisations qu'ils ont mené à bien n'est trop souvent pas honoré par les bailleurs que sont les autorités locales et les Etats.

**Claude Fischer** annonce que la prochaine réunion du groupe UE-Afrique(s) portera sur le thème de « **L'environnement des affaires et la régulation des marchés en Afrique de l'Ouest et du Centre** ».

*(Y.Fischer – ASCPE- Juin 2015)*